Les effets des dépenses publiques sur la croissance économique dans la sous-région de la CEMAC : Une analyse comparative entre les États fragiles et non fragiles

Nembot Ndeffo Luc,
Melachio Tameko André
et
Kos A Mougnol Alice

***Documents de travail* FW-006**

AFRICAN ECONOMIC RESEARCH CONSORTIUM
CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

Apporter de la rigueur et des éléments de preuve à l'élaboration des politiques économiques en Afrique

Les effets des dépenses publiques sur la croissance économique dans la sous-région de la CEMAC : Une analyse comparative entre les États fragiles et non fragiles

Par

Nembot Ndeffo Luc
Université de Dschang, Cameroun

Melachio Tameko André
Université de Yaoundé II, Cameroun

et

Kos A Mougnol Alice
Université de Dschang, Cameroun

CREA Document de Travail FW-006
Consortium pour la Recherche Economique en Afrique, Nairobi
Juin 2021

CETTE ÉTUDE DE RECHERCHE a été rendue possible grâce à une subvention du Consortium pour la Recherche Economique en Afrique. Toutefois, les conclusions, opinions et recommandations sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Consortium, de ses membres individuels ou du Secrétariat du CREA.

Publié par : Le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique
B.P. 62882 - City Square
Nairobi 00200, Kenya

© 2021, Consortium pour la Recherche Economique en Afrique.

Sommaire

Liste des tableaux
Liste des abréviations et des acronymes
Résumé

1. Contexte de l'étude et énoncé du problème 1

2. Revue de la littérature 4

3. Méthodologie 10

4. Données et résultats attendus. 13

5. Conclusion et recommandations 31

Remarques 33

Références 34

Annexes 37

Liste des tableaux

1 :	Estimation du modèle à long terme	14
2 :	Estimation du modèle à correction d'erreurs (dynamique de court terme)	16
3 :	Estimation du modèle à long terme (dépenses d'investissement public DI et dépenses de consommation publique DF)	18
4 :	Dynamique de court terme ou modèle MCE (effets des dépenses de capital public DI et des dépenses de consommation publique DF)	20
5 :	Résultats relatifs à la dynamique à long terme	25
6 :	Résultats relatifs à la dynamique à court terme	26
7 :	Détermination des seuils relatifs à la relation à long terme et à court terme entre le taux de croissance et les dépenses publiques.	28

Annexes

1.	Évolution des dépenses publiques totales dans les pays fragiles et non fragiles	37
2.	Procédure de détermination des seuils	38
3.	Statistiques descriptives	40
4.	Test de stationnarité (test de la racine unitaire)	46

Liste des abréviations et des acronymes

BAD	Banque africaine de développement
ARDL	Retard autorégressif distribué
BAD	Banque Africaine de Développement (African Development Bank)
BEAC	Banque des États de l'Afrique centrale
RCA	République centrafricaine
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
PD	Pays développés
TCE	Terme de correction d'erreur
RPI	Risque-pays international
FMI	Fonds monétaire international
PMA	Pays moins avancés
VAR	Vecteur autorégressif
MVCE	Modèle Vecteur de correction d'erreurs
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
IDM	Indicateurs de développement mondial

Résumé

Le Tchad, la République centrafricaine et le Congo ont été identifiés par la Banque africaine de développement comme des États fragiles. Malgré leur stabilité socio-politique, les autres pays de la sous-région, à savoir le Cameroun, le Gabon et la Guinée équatoriale, sont exposés à des risques de diverses natures liées aux réfugiés des pays voisins et à la guerre contre la secte islamique Boko Haram. Cette étude vise à réaliser une analyse comparative des effets des dépenses publiques sur la croissance économique dans les six pays précités en mettant en évidence les effets différentiels des dépenses d'investissement et des dépenses de consommation. L'étude couvre la période 1975-2016. Des régressions de séries temporelles utilisant l'approche ARDL sont appliquées. La prise en compte des effets de seuil pour chaque pays et chaque type de dépenses semble importante pour une meilleure formulation des recommandations politiques. Les résultats révèlent une corrélation stable à long terme entre les dépenses publiques et le taux de croissance économique dans la sous-région de la CEMAC. Les politiques visant à augmenter la part des dépenses publiques d'investissement au détriment des dépenses publiques de fonctionnement sont recommandées. Les dépenses publiques devraient également être orientées vers des projets de développement productif.

1. Contexte de l'étude et énoncé du problème

Le débat théorique sur la contribution des dépenses publiques à la croissance économique reste d'actualité et controversé. Deux points de vue principaux sont relevés dans la littérature. Tout d'abord, l'approche keynésienne qui appréhende les dépenses publiques comme un moteur de la croissance économique. Ainsi, l'intervention de l'État stimule l'activité économique lorsque la demande est déprimée et la ralentit lorsqu'elle est élevée et peut entraîner des déséquilibres internes et externes (Yovo, 2017b). À court terme, les dépenses publiques peuvent stimuler la demande globale et stimuler la croissance économique. L'argument en faveur des dépenses publiques montre que les dépenses publiques pour les routes, l'électricité, les transports, les télécommunications, l'éducation et la santé génèrent des externalités qui améliorent la productivité des entreprises et peuvent donc soutenir la croissance économique (Blejer & Khan, 1984). L'augmentation des exportations, qui est un secteur clé de la croissance dans les pays moins avancés (PMA), nécessite le développement des infrastructures de transport et de communication, ce qui entraîne le désenclavement des zones rurales et facilite le transport des produits vers les centres de commercialisation. Une telle amélioration des exportations se traduirait par une amélioration de la balance des paiements et de la demande globale. C'est dans ce contexte que les dépenses publiques contribuent à l'augmentation de la capacité d'absorption de l'économie. Elles sont donc complémentaires de la production privée (Arrow & Kurz, 1970).

Contrairement à l'approche keynésienne, la deuxième thèse défendue par les auteurs néoclassiques soutient qu'une politique fiscale expansionniste n'a pas d'effet favorable sur l'activité économique. Selon ces auteurs, les politiques de relance de l'économie par les dépenses publiques produiraient des effets dépressifs sur l'économie car les dépenses publiques ont un effet d'éviction sur l'investissement privé et la consommation. Ces effets négatifs proviennent du fait que les opérateurs économiques anticipent les conséquences futures de la politique fiscale et ajustent en conséquence leurs comportements de consommation et d'épargne (Feldstein, 1982 ; Barro, 1990).

Cette controverse théorique a également donné lieu à de nombreux travaux empiriques, et le débat n'est toujours pas concluant. Les effets des dépenses publiques sur la croissance économique varient autant par pays ou région que par la nature des dépenses.

La sous-région CEMAC[1] est située en Afrique centrale. Cette sous-région a été fragilisée par plusieurs décennies d'instabilité sociopolitique, ainsi que par d'énormes vagues de réfugiés des pays instables vers les pays plus stables.[2] C'est une situation qui déstabilise l'ensemble de la sous-région et détruit la capacité des Etats à mener une gestion économique, sociale et politique appropriée.

Selon la Banque africaine de développement, 19 États africains sont identifiés comme fragiles, dont trois pays de la CEMAC, à savoir le Tchad, la République centrafricaine et le Congo (BAD, 2014). Le Fonds monétaire international (FMI, 2017) a également classé ces trois pays comme fragiles. Tous ces pays ont été caractérisés au cours des dernières décennies par une instabilité socio-économique, qui a sapé les efforts des dirigeants ou des décideurs politiques dans la mise en œuvre des politiques publiques pertinentes. La République du Congo, dont l'exploitation pétrolière remonte à plusieurs décennies, aurait pu décoller économiquement. La déstabilisation de ce pays par des bandes armées qui se disputent les revenus du pétrole l'a fait passer d'un pays à revenu intermédiaire à un pays fragile. Le Tchad a été confronté à une longue guerre civile caractérisée par des rébellions particulièrement meurtrières. La République centrafricaine est l'un des pays africains qui compte le plus grand nombre de coups d'État.

Les trois autres pays de la sous-région, le Cameroun, le Gabon et la Guinée équatoriale, qui partagent une frontière avec ces pays fragiles, malgré leur stabilité socio-politique relative, sont secoués par l'afflux de réfugiés en provenance de ces États voisins. La situation s'est aggravée avec la guerre imposée par la secte islamique Boko Haram depuis plus d'un an. Étant donné que les six pays font partie de la même union économique et monétaire caractérisée par une politique monétaire commune et une monnaie commune, des critères de convergence à observer au niveau macroéconomique, les différents chocs auxquels sont confrontés les États fragiles peuvent affecter les autres pays tant sur le plan social qu'économique.

Tous les pays susmentionnés ont été soumis aux plans d'ajustement structurel à la suite de la crise économique des années 1980. Malgré les mesures d'austérité mises en œuvre, les résultats escomptés n'ont pas été obtenus. Des statistiques sur les dépenses publiques sont fournies pour les pays fragiles et les pays non fragiles pour la période 1975-2016 (se référer à l'annexe 1 pour les graphiques). Selon les indicateurs de développement mondial (WDI, 2017) et la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), les dépenses publiques totales ont enregistré une baisse de 3,5 % au Cameroun entre 1975 et 1980, mais ont augmenté de 17,97 % entre 1980 et 1985. Entre 1990 et 2000, une baisse de 26,22% a été observée concernant l'investissement public total, avant qu'il n'enregistre une augmentation de 26,13% entre 2000 et 2016. Concernant les dépenses d'investissement public du Cameroun, une augmentation d'environ 18% a été observée entre 1975 et 1980, mais entre 1985 et 1990, cette variable a diminué de 29,07%. De 1990 à 2000, une baisse de 49,65% a également été enregistrée, et entre 2000 et 2016, les investissements publics en capital ont augmenté de 63,37% du PIB. Quant aux dépenses publiques de consommation, de 1975 à 1980, elles ont diminué de 10,95% et ont augmenté de 41,75% entre 1985 et 1990. De 1990

à 2000, les dépenses de fonctionnement ont fait face à une diminution de 16,19%. Enfin, de 2000 à 2016, les dépenses publiques de consommation ont enregistré une augmentation de 15,28%. En Guinée équatoriale, les dépenses publiques totales ainsi que les dépenses d'investissement public ont diminué à un taux de 68,44% et 94,71%, respectivement, entre 1975 et 2016, tandis que les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 0,17% au cours de la même période. Une dynamique similaire est observée au Gabon pendant la période de l'étude. Dans ce pays, les dépenses publiques totales ont diminué de 36,51% au cours de la période d'étude tandis que les dépenses de fonctionnement ont baissé de 21,76%. Dans les pays fragiles (République centrafricaine, Tchad, et Congo), entre 1975 et 2016, les dépenses publiques totales ont enregistré une tendance à la baisse de 43,84%, 61,59%, et 13,99%, respectivement. Le même constat est fait concernant les dépenses de fonctionnement, avec un taux de diminution de 57,58%, 75,12%, et 22,18% en RCA, au Tchad, et au Congo, respectivement. Quant aux dépenses d'investissement, elles ont augmenté de 6,69% et 31,95%, respectivement en RCA et au Tchad, et ont diminué de 27,83% au Congo.

Sur la base du IDM (2017), le taux de croissance du PIB réel a diminué de 60,42% au Cameroun, de 88,21% au Gabon, et de 557,42% en Guinée équatoriale. En ce qui concerne les pays fragiles, la République centrafricaine a fait face à une augmentation de 1019% de son PIB réel, le Tchad et le Congo, ont enregistré une baisse de 178% et 124%, respectivement.

Compte tenu des controverses de la littérature, de la situation socio-économique encore difficile des trois Etats de la CEMAC identifiés par la Banque Africaine de Développement (BAD) comme fragiles[3], de la situation des autres Etats qui subissent diverses menaces de la part des pays voisins, ne faut-il pas s'interroger sur la nature de la relation entre les dépenses publiques et la croissance économique dans tous ces Etats ? En d'autres termes, les dépenses publiques peuvent-elles être considérées comme un moteur de la croissance dans les Etats de la CEMAC ? Quelle comparaison peut-on faire entre les effets des dépenses publiques sur la croissance économique des pays fragiles de la CEMAC et les effets que ces dépenses auraient sur la croissance économique des autres pays de la sous-région ? Ces effets peuvent-ils varier entre les dépenses d'investissement et de fonctionnement ? Pour les pays dont les effets ne sont pas significatifs, quel serait le seuil à partir duquel les dépenses publiques auraient un impact positif sur la croissance économique ?

2. Revue de la littérature

Revue des travaux théoriques

Les controverses théoriques concernant les effets des dépenses publiques sur la croissance économique trouvent leur origine dans le rôle de l'État dans l'économie à travers la politique fiscale.

À la fin des années 1930, les économistes keynésiens se sont intéressés au rôle joué par l›État en matière de croissance économique. Ils ont affirmé que les dépenses publiques constituent un facteur exogène et un instrument de politique qui favorise la croissance économique puisqu›elles stimulent la demande globale de l›économie. L›idée de la théorie keynésienne est que le gouvernement peut stimuler les performances économiques en finançant divers programmes de dépenses. Ainsi, les dépenses d›investissement public consacrées aux biens et services publics tels que les routes, la santé, les télécommunications, l›électricité et l›éducation stimulent la demande globale et la croissance économique. Ainsi, des niveaux élevés de dépenses publiques augmentent l›emploi, la rentabilité et l›investissement via des effets multiplicateurs sur la demande globale. Les dépenses publiques augmentent la demande globale, ce qui entraîne une augmentation de la production en fonction des multiplicateurs de dépenses (Patricia & Izuchukwu, 2013).

La thèse keynésienne peut être mieux comprise à travers une présentation faite par Greffe (1995). En considérant une économie fermée, l'auteur montre que l'effet multiplicateur des dépenses budgétaires a la même valeur que celui de l'investissement ; le multiplicateur fiscal agit dans un sens contraire à celui du multiplicateur budgétaire. Greffe (1995) montre également qu'en valeur absolue, le multiplicateur budgétaire est supérieur au multiplicateur fiscal. Lorsque l'État agit par la dépense, le revenu d'équilibre est immédiatement modifié par le niveau de la dépense correspondante. Lorsque l'Etat agit par l'impôt, le revenu global ne sera modifié que lorsque les individus auront répercuté sur leurs dépenses la réduction de leur revenu disponible qu'ils supportent par l'impôt ; ceci entraîne une réduction de l'effet puisque le coefficient qui lui est attribué est inférieur à 1.

Les effets des dépenses budgétaires sur le revenu peuvent être mieux perçus à travers deux hypothèses formulées par Greffe (1995)[4] :

- Le résultat lié à la première hypothèse dénonce le présupposé selon lequel un budget équilibré est neutre, c'est-à-dire qu'il ne modifie pas le revenu d'équilibre.

La neutralité du budget, au sens qui vient d'être défini, impliquerait donc deux conditions : d'une part, l'équilibre du budget, d'autre part, la stabilité du budget.

- S'agissant de la deuxième hypothèse, lorsque le montant des impôts est induit par le revenu, le multiplicateur des dépenses publiques est plus faible. Cette diminution provient de l'apparition d'une nouvelle fuite, qui est l'impôt direct. Ce résultat peut être interprété de deux manières : tout stimulus fiscal est déprécié et le déficit budgétaire entraîne une compensation automatique ; pour obtenir une variation donnée du revenu, il est nécessaire d'augmenter les dépenses publiques plus fortement que ne l'implique le seul multiplicateur budgétaire.

Le financement des dépenses publiques par la dette est largement utilisé dans de nombreux pays. Cependant, cela n'améliore pas nécessairement les performances économiques. Les opérateurs économiques peuvent anticiper la manière dont ils rembourseront cette dette publique et cela modifie leur comportement. Pour cette raison, Buchanan (1958) a fait valoir que le financement des dépenses publiques par la dette transfère la charge aux générations futures, car le gouvernement augmentera les impôts pour payer la dette (Afonso & Ibraimo, 2018). Sur la base de la théorie de l'équivalence ricardienne, Barro (1974) a soutenu qu'il est inefficace de stimuler la croissance économique par des mesures de relance budgétaire. La théorie de l'équivalence ricardienne, stipule que lorsqu'une augmentation des dépenses publiques est financée par la dette, elle conduit à une augmentation de l'épargne privée car les acteurs économiques vont anticiper une augmentation des impôts.

Malgré les efforts déployés par l'approche keynésienne pour construire ce modèle, celui-ci a fait l'objet de nombreuses critiques de la part des économistes néoclassiques qui remettent en cause la relation positive entre les dépenses publiques et la croissance économique. L'argument de la théorie néoclassique repose sur l'hypothèse que les dépenses publiques réduisent l'investissement privé. Selon la théorie néoclassique, les dépenses publiques affectent négativement la croissance économique car elles entraînent un déficit budgétaire qui évince l'investissement privé. En d'autres termes, une augmentation des dépenses publiques conduit à la substitution des biens publics aux biens privés. Ce phénomène entraîne une baisse des dépenses privées en matière d'éducation, de santé, de transport et d'autres biens et services (Suleiman & Aamer, 2006). En outre, le financement des dépenses publiques par des niveaux d'emprunt plus élevés induit des pressions sur le marché du crédit qui se traduisent par des taux d'intérêt plus élevés et réduisent les investissements dans le secteur privé. La littérature sur la croissance néoclassique a identifié l'accumulation du capital, la main d'œuvre et le progrès technologique exogène comme les facteurs moteurs de la croissance économique (Solow, 1956). Selon le modèle de croissance néoclassique développé par Solow (1956), la politique fiscale affecte la croissance économique principalement à court terme, étant donné qu'à long terme, la croissance économique est obtenue par un processus exogène qui détermine le taux de progrès technologique (Halkos & Paizanos, 2015). Solow (1957) a en outre affirmé que

l'intervention par le biais de la politique fiscale permet d'améliorer l'échec résultant des inefficacités du marché (Iheanacho, 2016).

Contrairement à la théorie néoclassique, la théorie de la croissance endogène met l'accent sur l'effet potentiel des dépenses publiques sur la croissance économique (Barro, 1991 ; Barro & Sala-i-Martin, 1992). Par le biais du modèle de croissance endogène, Barro (1990) a soutenu que l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique dépend de la source de financement utilisée par le gouvernement, c'est-à-dire que l'effet dépend de la façon dont l'augmentation des dépenses est financée. Les dépenses peuvent être financées par l'impôt, les emprunts du gouvernement et les dettes. Si ces dépenses sont financées par une hausse de la fiscalité directe, l'effet net sur la croissance peut être négatif, malgré un effet positif sur la productivité marginale du capital privé. Si les dépenses sont financées par l'emprunt, alors les opérateurs économiques, qui raisonnent sur une longue période, comprennent que la non-imposition d'aujourd'hui est un report d'impôt dans le futur. En conséquence, ils épargnent le surplus de revenu dû à la non-imposition d'aujourd'hui, pour payer les impôts futurs. Cela tend à réduire la demande et l'augmentation des dépenses publiques est compensée par la baisse de la demande privée, ce qui réduit l'effet de la politique fiscale. Cet argument illustre la théorie de l'équivalence ricardienne telle que défendue par Barro (1974). L'impôt et l'emprunt sont, par conséquent, considérés comme des facteurs essentiels qui réduisent directement le pouvoir d'achat ou la demande globale de l'économie (Siew-Peng & Yan-Ling, 2015). Cela réduit les effets du multiplicateur keynésien traditionnel.

Cette controverse dans la littérature théorique a fait l'objet de nombreuses études empiriques

Revue de la littérature empirique

Sur le plan empirique, les recherches sur les effets des dépenses publiques sur la croissance économique se heurtent à un certain nombre de contraintes liées à la nature et à l'actualité de cet exercice. Pour cette raison, les résultats des différentes études diffèrent selon le pays ou la région, la méthodologie utilisée, la nature des données collectées ou la catégorie de dépenses publiques. A la suite de Diamond (1989 ; cité par Ouattara, 2007) qui a été l'un des premiers chercheurs à étudier les effets des dépenses publiques sur la croissance économique, de nombreuses études se sont penchées sur cette question. Les travaux de Knight et al. (1993) ont abouti à un effet positif et significatif des investissements publics en infrastructures sur la croissance dans un échantillon de pays en développement au cours des années 1980. En considérant l'investissement public dans les transports et les communications dans leur approche, Easterly et Rebelo (1993) obtiennent la même conclusion pour les PMA et les PED. Nelson et Singh (1994) ont également trouvé une relation positive entre les investissements publics en infrastructures et la croissance économique dans les pays en développement. Herrera (1998), dans le contexte des PED et des PMA, a évalué les effets des dépenses publiques d'éducation sur la croissance économique à long

terme, en mettant en évidence le modèle de croissance endogène par accumulation de capital humain dans un seul secteur. Il admet que la dynamique de la croissance est pilotée par l'Etat, dont les choix d'allocation des ressources budgétaires contrôlent le taux d'accumulation du capital humain. Dessus et Herrera (2000), dans une étude portant sur 29 pays en développement sur une période de 11 ans, concluent que les dépenses publiques en capital physique ont un impact positif sur la croissance économique. Ils ont adopté une méthodologie de données de panel de système d'équations simultanées. Les travaux de Véganzonès (2001) sur un panel de 87 pays, dont 25 pays d'Afrique sub-saharienne, montrent un impact positif de l'investissement public en infrastructure sur la croissance et une relation de complémentarité entre l'investissement public et privé. Grâce à l'approche de cointégration de Johansen sur des données annuelles de 1980 à 2008, Tamang (2011) a étudié l'impact des dépenses d'éducation sur la croissance économique en Inde. Le résultat de cette étude a montré qu'il existe un effet positif et significatif des dépenses publiques allouées à l'éducation et de la croissance économique. Hussin et al. (2012) ont considéré les dépenses publiques d'éducation dans leur étude et ont montré que cette variable affecte positivement et significativement la croissance économique en Malaisie. Le modèle MVCE est appliqué dans leur étude. Dans le contexte du Nigeria, Ogungbenle et al. (2013) ont estimé un modèle VAR et ont trouvé une causalité bidirectionnelle entre les dépenses publiques de santé et la croissance économique. Les auteurs ont utilisé des données annuelles de séries chronologiques couvrant la période 1977-2008. Différents types de dépenses publiques sont considérés par Marattin et Salotti (2014) dans leur étude en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord. Ils ont utilisé un modèle vectoriel structurel à correction d'erreurs et ont montré que la consommation publique totale et les dépenses de sécurité sociale ont un effet positif sur la consommation privée. Marattin et Salotti (2014) ont estimé l'effet multiplicateur de cinq différents types de dépenses publiques sur la consommation privée au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à l'aide d'un modèle vectoriel structurel à correction d'erreurs. Ils concluent que la consommation publique totale a un effet positif sur la consommation privée et donc sur la croissance économique. Syed et al. (2017) saisissent les effets sur la croissance de l'investissement public en capital physique et humain au Pakistan. Ils ont utilisé la technique des moindres carrés ordinaires entièrement modifiés pour mesurer la corrélation à long terme entre ces variables et la croissance économique aux niveaux agrégé et désagrégé. Les auteurs ont trouvé un effet positif de l'investissement physique public sur la croissance économique.

D'autre part, de nombreux auteurs n'ont pas non plus réussi à trouver des effets positifs des dépenses publiques sur la croissance économique. Ainsi, Ojo et Oshikoya (1995), en se focalisant sur l'investissement public en capital humain, ont trouvé dans le cas des pays d'Afrique subsaharienne, qu'une augmentation des dépenses publiques réduit la croissance du PIB par habitant. Ce résultat est similaire à celui trouvé par Ghura et Hadjimichael (1996) et Ténou (1999), dont l'étude en données de panel porte sur les pays de l'UEMOA. Ghura et Hadjimichael (1996) ont considéré le rapport entre le déficit budgétaire et celui des dépenses de consommation publique,

tandis que Ténou (1999) s'est intéressé au rapport entre la consommation publique et le PIB en pourcentage. Yovo (2017a) a réalisé une étude sur le Togo et a également montré que les dépenses publiques totales n'exerçaient pas un effet d'externalité positif sur la croissance.

Face à cette controverse, de nombreuses études ont porté sur la comparaison des effets des dépenses publiques sur l'investissement avec ceux des dépenses publiques de consommation. Sur la base de données de panel dynamiques hétérogènes provenant de Corée, de Singapour et de Taïwan, Bukhari et al. (2007) ont montré que les dépenses publiques peuvent contribuer à la croissance économique de différentes manières. Ils ont constaté que l'investissement public et la consommation publique ont un impact positif à long terme sur la croissance économique. Les auteurs ont également conclu qu'il existe une causalité bidirectionnelle entre l'investissement public et la croissance économique. À l'aide d'un modèle de croissance néoclassique estimé par la méthode des moindres carrés à deux étapes pour la période 1980-2013, Yovo (2017b) évalue l'impact du niveau et de la composition des dépenses publiques sur la croissance au Togo. Il conclut que la composition des dépenses publiques a un effet significatif sur la croissance économique. Il a constaté que la consommation publique affecte négativement et considérablement la croissance économique, tandis que l'investissement public a un effet positif et significatif sur la croissance économique. Cependant, les dépenses publiques totales n'affectent pas la croissance économique.

Devarajan et al. (1996) ont étudié un ensemble de 43 pays en développement et ont constaté que la part des dépenses publiques totales (dépenses de consommation plus dépenses d'investissement) n'a pas d'effet significatif sur la croissance économique. Cependant, en tenant compte de l'effet de composition des dépenses publiques, les auteurs ont identifié une relation positive et importante entre les dépenses publiques de consommation et la croissance économique, tandis qu'une relation négative et importante est obtenue entre les dépenses publiques d'investissement et la croissance économique. Selon les auteurs, ce résultat s'explique par une mauvaise allocation des ressources budgétaires en faveur des dépenses d'investissement au détriment des coûts de maintenance des infrastructures.

Ghosh et Gregoriou (2008) ont obtenu des résultats similaires pour 15 pays en développement.

Bose et al. (2003) ont désagrégé les dépenses publiques par secteur dans leur étude basée sur un panel transnational dans 30 pays en développement. Les auteurs ont constaté que les dépenses d'investissement du gouvernement et les dépenses d'éducation du gouvernement ont un effet positif sur la croissance économique. Gupta et al. (2005) ont examiné un échantillon de 39 pays à faible revenu et ont montré que les pays où les dépenses publiques sont davantage axées sur les salaires ont tendance à avoir des taux de croissance faibles, tandis que ceux qui investissent davantage dans le capital enregistrent une croissance plus rapide lorsque les dépenses sont associées à un déficit modeste. Les résultats des travaux menés par Keho (2008) sur l'économie ivoirienne, Yovo (2017a) sur le Togo, et Saha (2014) sur le Cameroun montrent un impact positif des dépenses d'investissement et les effets négatifs des dépenses de

consommation du gouvernement sur la croissance économique.

Comme on peut le constater, de nombreux travaux portent sur des données de panel et couvrent donc plusieurs pays. Malgré la pertinence des analyses, les résultats obtenus masquent les disparités qui pourraient être détectées entre les pays. En d'autres termes, les régressions croisées de croissance entre pays ne permettent pas de saisir la dynamique de la relation entre les dépenses publiques et les variables de croissance économique et ne tiennent pas compte des facteurs spécifiques à chaque pays. Cet aspect du problème nuit à la pertinence et à la portée des recommandations de politique économique. Pour cette raison, la présente étude se concentre sur les pays individuels.

De plus, les effets de seuil ne sont pas pris en compte dans les études empiriques. Dans le cas de résultats non significatifs, il aurait été important de déterminer le seuil à partir duquel les dépenses publiques totales, les dépenses d'investissement ou de consommation auraient un effet positif sur la croissance économique. La détermination de ces seuils permettrait de mieux orienter les recommandations de politique économique pour chaque pays. Ainsi, cet aspect du problème fera également l'objet de cette étude. Enfin, en dehors de l'étude récente de Saha (2014) sur le Cameroun, il n'existe pas, à notre connaissance, d'études mettant en évidence les effets différenciés[5] des dépenses publiques sur la croissance économique des pays de la sous-région CEMAC. Ainsi, cette étude contribuera également à la littérature dans la région.

3. Méthodologie

Notre étude utilise les données secondaires de la Banque Centrale des Etats d'Afrique Centrale (BEAC) et les Indicateurs de Développement Mondial (IDM) publiés par la Banque Mondiale pour les variables macroéconomiques, et le risque pays international (RPI) pour la variable gouvernance. Ces données annuelles couvrent la période 1975-2016, soit 42 observations pour chaque pays. Elles sont de nature à la fois quantitative et qualitative. Cette étude comparative se focalise sur les six pays de la CEMAC, dont trois sont classés comme fragiles (Congo, Tchad et République centrafricaine) et les trois autres (Cameroun, Gabon et Guinée équatoriale) qui, malgré leur stabilité socio-politique relative, font face à diverses menaces de la part des pays voisins qui peuvent les exposer à une situation de fragilité y[6] si des mesures adéquates ne sont pas mises en œuvre.

Pour connaître le statut de fragilité des trois pays de la CEMAC, se référer à FMI (2017 : 66). Sur la même page, les trois autres pays de cette sous-région, à savoir le Cameroun, le Gabon et la Guinée équatoriale, sont classés comme non fragiles. Ceci justifie donc l'analyse comparative entre les pays fragiles et non fragiles de la zone CEMAC.

Le modèle à utiliser est basé sur le modèle de croissance économique néoclassique. Selon Solow (1956), la production (Y) ou la croissance économique dépend des contributions du capital (K) et du travail (L). La technologie de production est représentée par la formule suivante :

$$Y = F(K, L) \tag{1}$$

En considérant une fonction de production de type Cobb-Douglas, le modèle devient :

$$Y = AK^{\alpha}L^{\beta} \tag{2}$$

Le paramètre A saisit les changements technologiques. Suivant Yovo (2017b), la croissance économique ou la croissance de la production est étroitement liée au type de dépenses publiques utilisées pour la dotation en capital K et à la main-d'œuvre L. En considérant le logarithme de la fonction de production, nous avons la forme linéaire suivante :

$$\ln Y = lnA + \alpha lnK + \beta lnL \quad (3)$$

Cette équation peut être réécrite comme suit :

$$y = \alpha_0 + \alpha_1 DG + \alpha_2 L \quad (4)$$

Dans cette équation, DG est le ratio des dépenses publiques totales par rapport au PIB. La variable y saisit le taux de croissance du PIB réel, et L est tel que défini précédemment. Dans cette étude, l'attention est portée sur DG et L est négligé.

L'équation peut être élargie en désagrégeant les dépenses publiques en dépenses d'investissement publiques par rapport au PIB (DI) et en dépenses de consommation publiques par rapport au PIB (DF). D'autres variables sont également incluses dans le modèle de croissance. Ces variables sont l'ouverture commerciale (TRADE), le taux d'inscription à l'école primaire (TSP) qui saisit l'effet du capital humain sur la croissance économique, l'indice de risque politique (IRP) qui est un indicateur institutionnel, et le paiement de la dette (SD).

La forme fonctionnelle du modèle à estimer pour chaque pays est la suivante :

TCPBt = f(c, DG, DI, DF, TRADE, TSP, IRP) (5)

Compte tenu de cette relation fonctionnelle et des différents tests à effectuer, et en suivant Yovo (2017b), deux modèles seront estimés pour chaque pays. Le premier modèle (6) utilise les dépenses totales du gouvernement., DGt, comme principale variable explicative. Le deuxième modèle (7) inclut les autres types de dépenses publiques (dépenses publiques d'investissement DIt, et les dépenses de consommation des administrations publiques DFt). Par conséquent, nous avons les équations suivantes :

$$TCPIB_t = \beta_0 + \beta_1 DG_t + \beta_2 TRADE_t + \beta_3 TSP_t + \beta_4 IRP_t + \varepsilon_t \quad (6)$$

$$TCPIB_t = \lambda_0 + \lambda_1 DI_t + \lambda_2 DF_t + \lambda_3 TRADE_t + \lambda_4 TSP_t + \lambda_5 IRP_t + \upsilon_t \quad (7)$$

Dans ces équations, les variables suivantes sont utilisées.

$TCPIB_t$ est le taux de croissance du PIB réel de chaque pays pour l'année t. C'est la variable dépendante.

Les variables explicatives de chaque pays pour l'année t sont les suivantes :

DGt est la variable des dépenses publiques totales (dépenses de fonctionnement ou de consommation plus dépenses en capital) par rapport au PIB ;

DI_t est la dépense d'investissement du gouvernement par rapport au PIB ;

DF_t est la dépense de consommation publique par rapport au PIB ;

$TRADE_t$ est l'ouverture commerciale calculée par le ratio (importations + exportations) / PIB ;

TSP_t est le taux d'inscription à l'école primaire, ceci afin d'apprécier le comportement du capital humain sur la croissance ;

IRP_t est l'indice de risque politique, qui est un indicateur institutionnel reflétant la stabilité du gouvernement, les conditions socio-économiques, la corruption, la conduite de la démocratie, la qualité de la bureaucratie, etc.

Étant donné que l›un des objectifs spécifiques de cette étude est la détermination des seuils de dépenses publiques, les valeurs carrées des variables de dépenses publiques (dépenses publiques totales, dépenses publiques d›investissement et dépenses publiques de consommation) sont incluses dans les deux modèles. Ainsi, les effets de seuil seront vérifiés en utilisant des spécifications de régression non linéaires (Lupu & Asandului, 2017 ; Yovo, 2017b). Ainsi, afin de déterminer les seuils, les modèles (6) et (7) deviennent (8) et (9), respectivement. Ce sont les modèles à estimer pour chacun des six pays de la sous-région CEMAC. :

$$TCPIB_t = \beta_0 + \beta_1 DG_t + \beta_2 DG_t^2 + \beta_3 TRADE_t + \beta_4 TSP_t + \beta_5 IRP_t + \varepsilon_t \quad (8)$$

$$TCPIB_t = \lambda_0 + \lambda_1 DI_t + \lambda_2 DI_t^2 + \lambda_3 DF_t + \lambda_4 DF_t^2 + \lambda_5 TRADE_t + \lambda_6 TSP_t + \lambda_7 IRP_t + \upsilon_t \quad (9)$$

Dans ces équations, la variable carrée des dépenses publiques totales est DG_t^2, la variable carrée des dépenses publiques d'investissement est DI_t^2, et la variable carrée des dépenses publiques de consommation est DF_t^2. La procédure pour la détermination des seuils de dépenses publiques est présentée dans l`Annexe 2.

4. Données et résultats attendus

Avant d'estimer les modèles, des tests préliminaires ont été menés. L'annexe 3 présente les statistiques descriptives tandis que l'annexe 4 présente les résultats relatifs au test de stationnarité de Dickey-Fuller augmenté (1979) pour chacun des six pays de la sous-région CEMAC. Le test de stationnarité montre que certaines variables sont intégrées en niveau (I(0)) tandis que d'autres sont intégrées en différence première (I(1)). Ainsi, les conditions d'utilisation du modèle ARDL de Pesaran et al. (2001) sont satisfaites. Ainsi, le test des limites ARDL a été effectué et la conclusion qui ressort est que la relation à court terme et la relation à long terme du modèle ARDL existent.

La corrélation à long terme et à court terme entre les dépenses publiques totales et la croissance économique.

1. Estimation de la corrélation à long terme entre les dépenses publiques totales et la croissance économique

Les résultats obtenus à partir de la relation à long terme sont les suivants :

Tableau 1 : Estimation du modèle de long terme
(Variable dépendante : Taux de croissance du PIB réel, TCPIB)

	Pays fragiles			Pays non fragiles		
	RCA	**Chad**	**Congo**	**Cameroun**	**Guinée Eq.**	**Gabon**
DG	46.12431*	-2.652511	-2.615813**	-8.301987***	0.102934	3.185900*
	(21.13929)	(3.342686)	(0.986208)	(3.596900)	(0.638492)	(1.673963)
DG2	-1.241389*	0.009308	0.038894***	0.217235**	-0.004205	-0.065699**
	(0.573721)	(0.109614)	(0.013467)	(0.100846)	(0.004167)	(0.031521)
TRADE	-1.363102	0.197829	0.041084	0.355909***	0.272951***	-0.146569
	(0.777937)	(0.140803)	(0.058924)	(0.094755)	(0.068677)	(0.114728)
TSP	0.003085 (0.495512)	-0.185406 (0.143416)	0.129291 (0.112501)	0.140427 (0.125040)	0.066524 (0.069559)	0.091006 (0.398468)
ICRG	4.532959 (2.660192)	-2.271534 (3.637403)	-4.477108 (32.583571)	2.702626 (10.722193)	-30.690853 (33.066290)	11.415984 (20.606641)
C	-368.2167* (177.5850)	52.355701 (38.75818)	25.800582 (26.861858)	46.783254* (25.331817)	173.545050 (239.564532)	-39.000460 (51.882631)
R-carré ajusté	0.967400	0.449864	0.347329	0.368005	0.924360	0.542740
F-statistique	4.945761	1.253857	4.547770	4.881948	20.99722	5.629063
Prob(F-statistique)	0.040973	0.304308	0.001737	0.001076	0.0000	0.0001
Durbin-Watson stat	2.907141	2.352224	1.690479	1.937887	3.087888	2.345771
Nombre d' Obs	41	41	41	41	41	41

suite page suivante

Tableau 1 : Conitnué
(Variable dépendante : Taux de croissance du PIB réel, TCPIB)

	Pays fragiles			Pays non fragiles		
	RCA	**Chad**	**Congo**	**Cameroun**	**Guinée Eq.**	**Gabon**
LM test	6.635677	1.947236	0.9533715	2.573187	3.307070	2.79696
prob. LM	0.0792	0.1676	0.3960	0.2762	0.0570	0.1056
JB	5.014888	3.050894	1.508852	48.01304	1.04925	0.449632
prob. JB	0.081476	0.217524	0.470280	0.0000	0.5917	0.798663
White test	0.561217	0.396252	1.085908	0.404078	0.551548	1.134642
prob. White	0.8532	0.9694	0.4500	0.8711	0.8975	0.3717

Source : Les auteurs, sur la base de l'EVIEWS 9.
Notes : Les valeurs entre parenthèses sont des écarts types ; *,**,***, représentent le niveau d'importance à 10%, 5%, et 1%, respectivement.
LM est le test de Breusch-Godfrey Langrange Multiplier (LM) pour l'autocorrélation.
JB est le test de normalité de Jarque-Bera.
Le test de White est le test de White pour l'hétéroscédasticité.

2. Estimation de la relation à court terme entre les dépenses publiques totales et la croissance économique

Tableau 2 : Estimation du modèle de correction des erreurs (dynamique de court terme)
(Variable dépendante : Taux de croissance du PIB réel, TCPIB)

	Pays fragiles			Pays non fragiles		
	RCA	**Chad**	**Congo**	**Cameroun**	**Guinée Eq.**	**Gabon**
D(DG)	-17.80213***	-2.564933	-1.772354***	-8.186349**	0.377115***	0.647610
	(4.208080)	(3.240685)	(0.562679)	(3.637353)	(0.100490)	(0.926841)
D(DG2)	0.516505***	0.054509**	0.026353***	0.214210**	-0.000625	-0.006824
	(0.118100)	(0.023271)	(0.007950)	(0.103076)	(0.001451)	(0.018043)
D(TRADE)	2.316081***	0.300778**	0.027837	0.350952***	0.102003**	-0.104972
	(0.393870)	(0.150679)	(0.040744)	(0.108335	(0.043911)	(0.080064)
D(TSP)	2.636149***	1.499478**	0.087601	0.138471	0.178773***	0.065178
	(0.515824)	(0.707072)	(0.074821)	(0.120319)	(0.028838)	(0.287022)
D(ICRG)	3.136231*	-2.196534	-3.033483	2.664982	-38.941068**	-6.359757
	(1.407777)	(3.552650)	(22.050416)	(10.499060)	(14.028630)	(26.490894)
ECT(-1)	-0.691873**	-0.966983***	-0.677554***	-0.986071***	-0.599312***	-0.716193***
	(0.212134)	(0.187122)	(0.155735)	(0.152777)	(0.192849)	(0.117371)

Source : Auteurs, sur la base de l'EVIEWS 9.
Notes : Les valeurs entre parenthèses sont des écarts types ; *,**,***, représentent le niveau d'importance à 10%, 5%, et 1%, respectivement..

La relation à long terme et à court terme entre les dépenses publiques désagrégées et la croissance économique

L'estimation est réalisée en désagrégeant les dépenses publiques totales en dépenses publiques en capital (DI) et en dépenses publiques de consommation (DF).

1. La relation à long terme entre les dépenses publiques en capital (DI) et les dépenses publiques de consommation (DF) et la croissance économique

Les dépenses publiques sont désagrégées en dépenses de fonctionnement et d'investissement. Cela permet d'accéder à la contribution de la composition des dépenses publiques sur la croissance économique.

Le tableau 3 montre les résultats relatifs à la relation à long terme entre les dépenses de fonctionnement et d'investissement et la croissance économique.

Tableau 3 : Estimation du modèle de long terme (dépenses publiques en capital DI et dépenses publiques de consommation DF)
(Variable dépendante : Taux de croissance du PIB réel, TCPIB)

	Pays fragiles			Pays non fragiles		
	RCA	**Chad**	**Congo**	**Cameroun**	**Guinée Eq**	**Gabon**
DI	4.121811**	-8.863705**	-1.870898**	0.896059	0.353389	-0.662890
	(1.859504)	(3.913598)	(0.661646)	(1.455939)	(0.483325)	(0.797779)
DI2	-0.280537	0.591648**	0.044744**	-2.825297	0.003777	1.842164
	(0.190597)	(0.247897)	(0.015281)	(3.030794)	(0.003315)	(3.397819)
DF	2.677126	1.255228	4.003809	5.686061	-1.858525**	-3.322076
	(2.923782)	(3.571519)	(2.272618)	(9.790440)	(0.840691)	(1.762746)
	-0.150762	-0.094728	-0.157515**	-41.339480	0.012693	28.021439
DF2	(0.121306)	(0.157716)	(0.067126)	(53.286690)	(0.010909)	(14.298480)
TRADE	0.187803	0.236488*	0.233028**	14.361313*	0.013456	4.512811
	(0.111547)	(0.116130)	(0.102494)	(8.293974)	(0.064400)	(6.581854)
TSP	-0.191157*	-0.105939	0.421473**	3.798556	-0.056758	8.885908
	(0.108034)	(0.155148)	(0.149604)	(12.187981)	(0.079846)	(47.886205)
ICRG	-1.553013***	-4.237106	66.662734*	-4.007720	-42.304850*	-1.317221
	(0.486900)	(3.946452)	(34.795541)	(5.402777)	(21.098233)	(8.313208)
C	-5.142503	48.003026	-102.31290**	66.368885	315.260735**	-134.926004
	(19.330573)	(33.030159)	(34.242437)	(159.09676)	(148.483499)	(227.957106)
R-carré ajusté	0.502102	0.200452	0.641480	0.847492	0.877761	0.512876
F-statistique	4.667062	1.716305	3.719657	5.264553	19.66980	4.732888
Prob(F-statistique)	0.0004	0.113300	0.008322	0.0004	0.0000	0.0004
Durbin-Watson stat	2.367836	2.315762	1.737729	2.651908	1.926140	2.291825
Nombre d'Obs	41	41	41	41	41	41

suite page suivante

Tableau 3 : Conitnué

	Pays fragiles			Pays non fragiles		
	RCA	**Chad**	**Congo**	**Cameroun**	**Guinée Eq**	**Gabon**
LM test	1.071956	1.451239	0.775397	4.000824	0.265373	0.992176
prob. LM	0.3565	0.2541	0.4841	0.0390	0.7693	0.3844
JB	0.014339	4.155492	0.303682	0.478335	1.692439	0.357935
prob. JB	0992856	0.125212	0.859125	0.787283	0.429034	0.836133
White test	2.465708	1.058132	1.053135	2.061845	2.204817	1.666415
prob. White	0.0255	0.4339	0.4785	0.0656	0.0407	0.1340

Source : Auteurs, sur la base de l'EVIEWS 9.
Notes : Les valeurs entre parenthèses sont des écarts types ; *,**,***, représentent le niveau significatif à 10%, 5%, et 1%, respectivement.

Le tableau 4 présente la relation à court terme entre la croissance économique et la composition des dépenses publiques.

Tableau 4 : Dynamique à court terme ou modèle MCE (effets des dépenses publiques d'investissement DI et des dépenses publiques de consommation DF)

(Variable dépendante : Taux de croissance du PIB réel, TCPIB)

	Pays fragiles			Pays non fragiles		
	RCA	**Chad**	**Congo**	**Cameroun**	**Guinée Eq.**	**Gabon**
D(DI)	5.168110**	0.755127	1.153975*	0.438286	-0.248085***	0.124726
	(2.237944)	(4.295188)	(0.569623)	(1.296264)	(0.082564)	(1.806935)
D(DI2)	-0.351749	-0.003762	-0.018932*	-2.791731	0.002389	1.829328
	(0.231390)	(0.236235)	(0.009095)	(2.917618)	(0.002242)	(3.366117)
D(DF)	-5.942401	-7.230441*	-0.858541	5.618508	-0.913926	-1.10619***
	(3.535805)	(4.232467)	(1.427297)	(9.822637)	(0.629753)	(0.384140)
D(DF2)	0.126898	0.289190*	0.040493***	-40.848346	0.008028	27.826181*
	(0.136459)	(0.165736)	(0.012635)	(53.818721)	(0.006798)	(14.493932)
D(TRADE)	-0.337861*	0.097083	0.298194***	14.190693*	0.184987***	-1.308043
	(0.185855)	(0.116305)	(0.078972)	(7.747257)	(0.031909)	(8.261482)
D(TSP)	-0.239681	0.557193	0.649053***	3.753427	0.129421***	8.823989
	(0.141427)	(0.562581)	(0.162591)	(11.999068)	(0.025698)	(47.688735)
D(ICRG)	-1.947237***	-4.163212	274.779655***	-3.960106	-42.57556***	4.481365
	(0.605670)	(3.867322)	(80.950400)	(5.455101)	(10.921986)	(6.639405)
ECT(-1)	-1.253844***	-0.982560***	-0.974179***	-0.98811***	-0.632517***	-0.99303***
	(0.135338)	(0.176319)	(0.214215)	(0.178273)	(0.141151)	(0.106954)

Source : Auteurs, sur la base de l'EVIEWS9.

Notes : Les valeurs entre parenthèses sont des écarts types ; *,**,***, représentent le niveau significatif à 10%, 5%, et 1%, respectivement.

La version différente du modèle estimé pour la RCA n'a pas donné un terme de correction d'erreur négatif supérieur à -1.

Interprétation des résultats

Les résultats des différentes régressions sont résumés dans les tableaux ci-dessus. Du tableau 1 au tableau 4, on peut noter que, dans l'ensemble, ces résultats sont robustes en ce qui concerne les probabilités liées aux statistiques de Fisher (statistiques F) qui sont significatives au niveau de 1% et 5%. Pour toutes les régressions qui saisissent la dynamique à court terme, les valeurs du terme de correction d'erreur (TCE) sont négatives, inférieures à 1 en valeurs absolues et significatives ; cela confirme la relation à long terme et implique que les variables convergent vers un équilibre à long terme en cas de distorsion. Par conséquent, le terme de correction d'erreur (TCE) fournit la vitesse d'ajustement par laquelle la dynamique à court terme converge vers le chemin d'équilibre à long terme dans le modèle.

Si l'on considère les valeurs du R-carré ajusté, elles varient entre 34% et 96% pour les modèles traitant des dépenses publiques totales et entre 50% et 87% pour les modèles basés sur les dépenses publiques désagrégées (à l'exception du modèle de la République centrafricaine avec un R-carré ajusté de 20%). Bien que ces pourcentages soient globalement acceptables, on peut noter que d'autres variables expliquant la croissance n'ont pas été prises en compte. Les tests diagnostiques résiduels sont également effectués (par exemple, le test de White pour l'hétéroscédasticité, le test de Breusch-Godfrey pour la corrélation sérielle, le test de normalité de Jarque-Bera). Les résultats de ces tests de diagnostic révèlent que dans la plupart des modèles, il n'y a aucune preuve de corrélation sérielle et d'hétéroscédasticité.

Le reste des commentaires porte, d'une part, sur les dépenses publiques globales, et d'autre part, sur la composition des dépenses publiques (dépenses publiques d'investissement et dépenses publiques de consommation). Les commentaires sont faits en termes de comparaison entre les résultats des modèles de long terme et ceux des modèles de court terme d'une part, et entre les pays fragiles et les pays non fragiles de la sous-région CEMAC d'autre part.

Parmi les trois pays post-conflit et fragiles que sont la République Centrafricaine (RCA), le Tchad et le Congo, nous constatons qu'à long terme, les dépenses publiques ont un effet positif (46,12) et significatif sur la croissance économique en RCA au niveau de signification de 10%. Ce résultat inattendu est similaire à celui trouvé par Cheung et Lai (1993) sur la Corée du Sud. Pour le Tchad, le signe est négatif (-2,65) et non significatif, alors que pour la République du Congo, le signe est négatif (-2,61) et significatif au niveau significatif de 5%. Une augmentation des dépenses publiques de 1 unité entraîne une diminution de 2,61 unités du taux de croissance économique. Ce résultat peut être expliqué par la dégradation de la gouvernance en République du Congo. Les différents indicateurs de gouvernance dans ce pays se détériorent, reflétant l'impertinence des mesures anti-corruption, le non-respect des principes démocratiques et la mauvaise qualité de la bureaucratie. Pour que les dépenses publiques totales aient un effet positif sur le taux de croissance économique, elles doivent atteindre un seuil minimum de 33,63% du PIB. Or, la moyenne des dépenses publiques en République du Congo n'est que de 30,11%.

Pour les trois autres pays relativement stables ou non fragiles de la CEMAC, à savoir le Cameroun, la Guinée équatoriale et le Gabon, les signes des coefficients liés aux dépenses publiques totales sont positifs (0,10) et non significatifs pour la Guinée équatoriale et positifs (3,18) et significatifs pour le Gabon au niveau significatif de 10%. Une augmentation des dépenses publiques totales de 1 unité conduit à une augmentation du taux de croissance économique de 3,18 unités au Gabon. Cependant, le coefficient associé aux dépenses publiques totales est négatif (-8,30) et significatif pour le Cameroun au niveau significatif de 1%. Il est non significatif pour la Guinée et significatif pour le Cameroun et le Gabon. Ces résultats sont contraires aux attentes. Une augmentation des dépenses publiques de 1 unité réduit le taux de croissance économique de 8,3 unités pour le Cameroun. Les explications données aux résultats du Congo par rapport à la mauvaise gouvernance pourraient s'appliquer au Cameroun par rapport à l'évolution des indicateurs institutionnels de ces pays.

Par rapport aux modèles de court terme, les dépenses publiques totales ont des effets négatifs sur le taux de croissance économique dans les trois pays fragiles de la sous-région CEMAC. En République Centrafricaine, le coefficient associé aux dépenses publiques totales est négatif (-17,80) et fortement significatif à 1%. Au Tchad, ce coefficient est négatif (-2,56) et non significatif. Concernant la République du Congo, la relation négative (-1,77) entre les dépenses publiques totales et le taux de croissance économique est significative au niveau de 1%. Cela pourrait s'expliquer par les conséquences négatives de l'état de fragilité sur l'utilisation des dépenses publiques totales et le degré de mauvaise gouvernance dans ces pays.

Dans les pays non fragiles ou relativement stables, les dépenses publiques totales ont un effet positif sur le taux de croissance économique en Guinée équatoriale (0,377) et au Gabon (0,65). Cet effet positif est fortement significatif en Guinée équatoriale alors qu'il est non significatif au Gabon. Ainsi, en Guinée équatoriale, une augmentation de 1 unité des dépenses publiques totales induit une augmentation du taux de croissance économique de 0,377 unité. Ces résultats pour la Guinée équatoriale et le Gabon sont conformes aux attentes. Depuis la découverte et l'exploitation du pétrole en Guinée Equatoriale, ce pays s'est engagé dans un vaste programme de développement via la construction de diverses infrastructures entre autres ; cette politique stimule la croissance économique. Cependant, au Cameroun, les dépenses publiques totales ont un effet négatif (-8,18) et significatif sur le taux de croissance économique au niveau significatif de 5%. Une augmentation d'une unité des dépenses publiques totales réduit le taux de croissance économique de 8,18 unités. Une fois de plus, ce résultat négatif pour le Cameroun soulève une question sur la qualité de la gouvernance et précisément sur l'utilisation des dépenses publiques dans ce pays. Le Cameroun se caractérise par un faible taux d'exécution budgétaire dénoncé par les bailleurs de fonds ainsi que par la société civile, et des problèmes de gouvernance. Pour ce dernier aspect, les indicateurs de gouvernance du Cameroun, quelles qu'en soient les sources, se dégradent. En effet, depuis plusieurs décennies, le Cameroun fait partie des pays de Transparency International dont les mesures anti-corruption

sont laxistes et peu pertinentes. Les secteurs les plus concernés sont les services de sécurité, les services financiers et la justice.

Nous examinons maintenant les effets des dépenses publiques désagrégées sur le taux de croissance économique. Les observations des résultats permettent également de différencier les modèles de long terme des modèles de court terme. Une fois de plus, une distinction est faite entre le cas des pays fragiles et celui des pays non fragiles.

A long terme, pour les trois pays post-conflit et fragiles, les résultats obtenus sont conformes aux attentes pour le Tchad et le Congo. Dans ces pays, il existe une relation négative et significative entre les dépenses d'investissement public et le taux de croissance économique, au niveau de 5 %. Cependant, en République Centrafricaine, il existe une relation positive et significative entre les dépenses d'investissement public et le taux de croissance économique, au niveau de 5 %. Cet effet positif pour la RCA, qui est un pays fragile, est un résultat inattendu.

En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement, les signes sont positifs et non significatifs pour les trois États fragiles. Ces signes positifs, même s'ils sont non significatifs, n'étaient pas attendus. Dans ces pays, compte tenu de leur instabilité sociopolitique, des proportions considérables des dépenses publiques auraient été dirigées vers l'équipement en armes et l'entretien des troupes au front, au détriment des infrastructures qui auraient pu soutenir le secteur privé créateur de richesse. Les investissements en matière de santé et d'éducation nécessaires à l'amélioration du développement humain sont également marginalisés dans ces pays.

Pour que les dépenses d'investissement aient un impact positif sur la croissance, elles doivent atteindre au moins 7,49% et 20,91%, respectivement, au Tchad et en République du Congo. Or, les moyennes respectives des dépenses publiques d'investissement dans ces pays ne sont que de 4,42% pour le Tchad et de 12,75% pour la République du Congo.

Pour les trois pays non fragiles de la CEMAC, les dépenses d'investissement public sont positivement associées au taux de croissance économique. C'est-à-dire qu'une augmentation des dépenses d'investissement public dans ces pays entraînerait une augmentation du taux de croissance économique. Tous les coefficients des dépenses publiques d'investissement sont positifs et non significatifs.

Concernant les dépenses de fonctionnement, elles affectent négativement et significativement le taux de croissance économique en Guinée équatoriale comme prévu. Au Gabon, la relation est également négative comme prévu. Le seuil à partir duquel les dépenses publiques de fonctionnement peuvent affecter positivement le taux de croissance économique en Guinée équatoriale est de 73,21% du PIB, ce qui est supérieur à la moyenne de 20,45% du PIB pour la période considérée dans cette étude. Au Cameroun, les dépenses publiques de fonctionnement sont positivement et non significativement liées au taux de croissance économique.

Pour la dynamique de court terme, le signe des dépenses publiques d'investissement dans les pays dits fragiles est positif et significatif pour la République centrafricaine et le Congo, et positif mais non significatif pour le Tchad. Concernant les dépenses publiques de fonctionnement, elles affectent négativement et significativement le

taux de croissance économique au Tchad, alors que la relation négative en RCA et au Congo n'est pas significative.

Pour les pays non fragiles, les dépenses publiques d'investissement influencent positivement le taux de croissance économique au Cameroun et au Gabon. Cependant, en Guinée équatoriale, l'effet des dépenses publiques totales est négatif et significatif. Ce résultat est similaire à ceux de Devarajan et al. (1996) et est dû à une mauvaise allocation des dépenses d'investissement. Il s'agit d'un résultat contraire aux attentes. Le seuil à partir duquel les dépenses publiques totales peuvent avoir un effet positif sur la croissance économique en Guinée équatoriale est de 24,25% du PIB. La moyenne des dépenses publiques totales dans ce pays est de 23,51%.

Tous les résultats discutés ci-dessus peuvent être facilement visualisés dans les tableaux 5 et 6.

Tableau 5 : Résultats relatifs à la dynamique à long terme
(Variable dépendante : Taux de croissance du PIB réel, TCPIB)

	Pays fragiles			Pays non fragiles		
	CAR	**Chad**	**Congo**	**Cameron**	**Eq. Guinea**	**Gabon**
DG	46.12431*	-2.652511	-2.615813**	-8.301987***	0.102934	3.185900*
	(21.13929)	(3.342686)	(0.986208)	(3.596900)	(0.638492)	(1.673963)
DG2	-1.241389*	0.009308	0.038894***	0.217235**	-0.004205	-0.065699**
	(0.573721)	(0.109614)	(0.013467)	(0.100846)	(0.004167)	(0.031521)
DI	4.121811**	-8.86370**	-1.870898**	0.896059	0.353389	-0.662890
	(1.859504)	(3.913598)	(0.661646)	(1.455939)	(0.483325)	(0.797779)
DI2	-0.280537	0.59164**	0.044744**	-2.825297	0.003777	1.842164
	(0.190597)	(0.247897)	(0.015281)	(3.030794)	(0.003315)	(3.397819)
DF	2.677126	1.255228	4.003809	5.686061	-1.858525**	-3.322076
	(2.923782)	(3.571519)	(2.272618)	(9.790440)	(0.840691)	(1.762746)
DF2	-0.150762	-0.094728	-0.157515**	-41.339480	0.012693	28.021439
	(0.121306)	(0.157716)	(0.067126)	(53.286690)	(0.010909)	(14.298480)

Source : Auteurs, sur la base de l'EVIEWS 9.
Notes : Les valeurs entre parenthèses sont des écarts types ; *,**,***, représentent le niveau significatif à 10%, 5%, et 1%, respectivement.

Tableau 6 : Résultats relatifs à la dynamique à court terme
(Variable dépendante : Taux de croissance du PIB réel, TCPIB)

	Pays fragiles			Pays non fragiles		
	RCA	**Chad**	**Congo**	**Cameroun**	**Guinée Eq.**	**Gabon**
D(DG)	-17.80213***	-2.564933	-1.772354***	-8.186349**	0.377115***	0.647610
	(4.208080)	(3.240685)	(0.562679)	(3.637353)	(0.100490)	(0.926841)
D(DG2)	0.516505***	0.054509**	0.026353***	0.214210**	-0.000625	-0.006824
	(0.118100)	(0.023271)	(0.007950)	(0.103076)	(0.001451)	(0.018043)
D(DI)	5.168110**	0.755127	1.153975*	0.438286	-0.24808***	0.124726
	(2.237944)	(4.295188)	(0.569623)	(1.296264)	(0.082564)	(1.806935)
D(DI2)	-0.351749	-0.003762	-0.018932*	-2.791731	0.002389	1.829328
	(0.231390)	(0.236235)	(0.009095)	(2.917618)	(0.002242)	(3.366117)
D(DF)	-5.942401	-7.230441*	-0.858541	5.618508	-0.913926	-1.10619***
	(3.535805)	(4.232467)	(1.427297)	(9.822637)	(0.629753)	(0.384140)
D(DF2)	0.126898	0.289190*	0.040493***	-40.848346	0.008028	27.826181*
	(0.136459)	(0.165736)	(0.012635)	(53.818721)	(0.006798)	(14.493932)

Source : Auteurs, sur la base de l'EVIEWS 9.
Notes : Les valeurs entre parenthèses sont des écarts types ; *,**,***, représentent le niveau significatif à 10%, 5%, et 1%, respectivement..

Détermination des seuils relatifs aux dépenses publiques

Les seuils sont déterminés pour les variables liées aux dépenses publiques (dépenses publiques totales, dépenses publiques d'investissement et dépenses publiques de consommation). Les différents seuils sont déterminés en fonction du signe du coefficient lié à la variable des dépenses et du signe du coefficient de la variable carrée de ces dépenses. Un seuil n'est déterminé que lorsque les deux coefficients sont de signes opposés.

Les seuils sont déterminés pour les variables liées aux dépenses publiques (dépenses publiques totales e DG, dépenses publiques d'investissement e DI, et dépenses publiques de consommation e DF). Les différents seuils sont déterminés en fonction du signe du coefficient lié à la variable des dépenses et du signe du coefficient de la variable carrée de ces dépenses. Un seuil n'est déterminé que lorsque les deux coefficients sont de signes opposés.

Lorsque le coefficient lié aux dépenses publiques est positif et le coefficient lié au carré des dépenses publiques est négatif, les dépenses publiques ont un effet positif sur la croissance économique tandis que la variable carrée des dépenses publiques a un impact négatif sur la croissance économique. Dans ce cas, il est important de déterminer le point au-delà duquel une augmentation des dépenses publiques réduit le taux de croissance économique, c'est-à-dire les conséquences négatives d'un État trop vaste (Lupu & Asandului, 2017). Lorsque le coefficient lié aux dépenses publiques est négatif et que le coefficient lié au carré des dépenses publiques est positif, les dépenses publiques ont un effet négatif sur la croissance économique tandis que la variable carrée des dépenses publiques a un impact positif sur la croissance économique. Dans ce cas, il est important de déterminer le point au-delà duquel une augmentation des dépenses publiques induit un taux de croissance économique.

Les seuils associés aux dépenses publiques sont présentés en considérant les dynamiques à long terme et à court terme. Ces seuils sont liés aux dépenses publiques totales (DG), aux dépenses publiques d'investissement (DI) et aux dépenses publiques de consommation (DF). Les résultats sont présentés dans le tableau 7.

Tableau 7 : Détermination des seuils relatifs à la relation à long terme et à court terme entre le taux de croissance et les dépenses publiques

	Pays fragiles			Pays non fragiles		
	RCA	**Chad**	**Congo**	**Cameroun**	**Guinée Eq.**	**Gabon**
Seuils liés à la relation à long terme entre le taux de croissance et les dépenses publiques totales (DG)						
DG	46.12431*		-2.615813**	-8.301987***		3.185900*
DG2	-1.241389*		0.038894***	0.217235**		-0.065699**
Seuil	18.58		33.63	19.11		24.25
Moyenne	17.51		30.11	15.37		23.51
Seuils liés à la relation à court terme entre le taux de croissance et les dépenses publiques totales (DG)						
Δ(DG(-1))	-17.80213***	-2.564933	-1.772354***	-8.186349**	0.377115***	
Δ(DG2(-1))	0.516505***	0.054509**	0.026353***	0.214210**	-0.000625	
Seuil	34.47	23.53	33.63	19.11	301.69	
Moyenne	17.51	15.37	30.11	15.37	66.91	
Seuils liés à la relation à long terme entre le taux de croissance et les dépenses publiques en capital (DI)						
DI	4.121811**	-8.863705**	-1.870898**			
DI2	-0.280537	0.591648**	0.044744**			
Seuil	7.35	7.49	21.03			
Moyenne	4.72	6.42	12.76			
Seuils liés à la relation à long terme entre le taux de croissance et les dépenses publiques de consommation (DF)						
DF			4.003809		-1.858525**	
DF2			-0.157515**		0.012693	
Seuil			12.71		73.21	
Moyenne			17.35		20.46	

suite page suivante

Tableau 7 : Conitnué

	Pays fragiles			Pays non fragiles		
	RCA	**Chad**	**Congo**	**Cameroun**	**Guinée Eq.**	**Gabon**
Seuils liés à la relation à court terme entre le taux de croissance et les dépenses publiques en capital (DI)						
Δ(DI)	5.168110**		1.153975*		-0.248085***	
Δ(DI2)	-0.351749		-0.018932*		0.002389	
Seuil	7.35		30.48		51.92	
Moyenne	4.26		12.76		46.45	
Seuils liés à la relation à court terme entre le taux de croissance et les dépenses publiques de consommation (DF)						
Δ(DF)		-7.230441*	-0.858541			-1.10619***
Δ(DF2)		0.289190*	0.040493***			27.826181*
Seuil		12.47	10.60			1.02
Moyenne		8.95	17.35			14.80

Source : Auteurs

Les dépenses publiques totales ont un effet négatif et significatif sur le taux de croissance économique au Cameroun à long terme, le seuil à partir duquel cette relation pourrait être positive est atteint lorsque les dépenses publiques totales représentent 19,11% du PIB contre une moyenne de 15,37% pendant la période d'étude. A court terme, une relation négative est également observée entre les deux variables. Le seuil pour une relation positive est de 19,11% contre une moyenne de 15,37%. En Guinée équatoriale, une relation négative et significative est observée entre les dépenses d'investissement public et la croissance économique. Celle-ci pourrait devenir positive avec un seuil de 51,92% par rapport à une moyenne des dépenses d'investissement public de 46,45% du PIB.

En République Centrafricaine, le modèle de long terme montre une relation négative et significative entre l'investissement public total et le taux de croissance économique. Le seuil de l'investissement public total par rapport au PIB qui pourrait rendre la relation significative est de 34,47% par rapport à une moyenne de 17,51% pendant la période de l'étude. Au Tchad, la relation négative et significative entre la croissance économique et les dépenses publiques totales pourrait devenir positive si les dépenses publiques totales ont un seuil de 23,53%, ce qui est supérieur à la moyenne de 15,37%. Toujours au Tchad, les dépenses publiques d'investissement ont un effet négatif et significatif sur la croissance économique ; le seuil pour une relation positive est de 7,49% contre une moyenne de 6,42%. En République du Congo, une relation négative et significative est enregistrée entre les dépenses publiques totales et le taux de croissance économique. Le seuil des dépenses publiques totales par rapport au PIB qui pourrait faire que cette variable affecte positivement la croissance économique au Congo est de 33,63% alors que la moyenne est de 30,11%. Puisque cette relation est également négative et significative dans le modèle de court terme, le seuil pour une relation positive est également de 33,63%. Concernant les dépenses publiques d'investissement, la relation négative et positive est obtenue et elle pourrait être positive avec un seuil de 30,48%.

5. Conclusion et recommandations

L'objectif initial de cette étude était de comparer les effets des dépenses publiques sur la croissance économique entre les pays classés comme fragiles par le rapport 2014 de la Banque africaine de développement et les pays non fragiles de la zone CEMAC.

Les résultats montrent qu'il n'y a pas de différence fondamentale entre ces deux groupes de pays en termes de contribution des dépenses publiques à la croissance économique. Cela signifie que tous les pays de la sous-région ne sont pas résilients aux chocs économiques. Cependant, en moyenne, les dépenses publiques totales sont positivement associées au taux de croissance économique dans les pays non fragiles par rapport aux pays fragiles. Concernant les dépenses totales d'investissement, en moyenne, elles ont un effet positif sur le taux de croissance économique dans les pays non fragiles. En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement, en moyenne, une relation négative est trouvée entre cette variable et le taux de croissance économique dans les pays non fragiles.

Si les trois pays du Tchad, du Congo et de la Centrafrique sont considérés comme fragiles par rapport à leur situation post-conflit, tous les pays de la CEMAC sont vulnérables aux déséquilibres macroéconomiques tels que le déficit commercial chronique, le déficit budgétaire, le recours excessif à l'endettement et la dégradation de la gouvernance. De plus, ces pays utilisent comme monnaie le franc CFA dont la parité fixe avec l'EURO ne fait pas de la monnaie un instrument de politique économique. C'est pourquoi en décembre 2016, un sommet extraordinaire de la CEMAC s'est tenu à Yaoundé, au cours duquel tous les pays de la CEMAC ont été mis sous ajustement. Étant donné que ce sont des pays exportateurs de pétrole, ils ont été fortement impactés par la baisse du prix du baril de pétrole depuis 2014. Par ailleurs, cette sous-région est atteinte par les attaques du groupe terroriste Boko Haram au Tchad et au Cameroun.

Le Cameroun est également confronté à des problèmes de sécurité dans les zones anglophones avec des revendications politiques et dans la région de l'Est avec les réfugiés de la République centrafricaine. Cette situation déstabilise toute la sous-région puisque le Cameroun est frontalier avec tous les autres pays.

Les recommandations de politique économique qui seront formulées porteront sur l'ensemble des pays de la CEMAC. Il serait surtout judicieux d'augmenter les dépenses d'investissement public et de réduire la part du budget allouée aux dépenses de fonctionnement, tant dans les pays fragiles que dans les pays non fragiles. Les

problèmes de gouvernance devraient être résolus pour que les dépenses publiques aient un impact majeur sur l'économie et la société. Le choix des programmes de développement à mettre en œuvre devrait également être déterminant. Sur la base de nos résultats, d'autres recommandations politiques à court et à long terme seront formulées. Elles tiendront également compte des spécificités de chaque pays en termes de structures économiques, de niveau de gouvernance et de programmes de développement mis en œuvre.

Remarques

1. La CEMAC fait référence à la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale. La sous-région de la CEMAC regroupe six pays : le Cameroun, le Congo, la République centrafricaine, la Guinée équatoriale, le Gabon et le Tchad.

2. Selon le Fonds monétaire international (FMI), les États sont fragiles en raison de l'effondrement de leur économie, du dysfonctionnement du système d'application de la loi et de la prolifération des maladies liées aux conflits. Ils ont des répercussions négatives sur leurs voisins (FMI, 2011). Collier (2007) a estimé que le coût pour un État fragile et ses voisins pour la durée de la fragilité est d'environ 100 milliards de dollars US.

3. La Banque africaine de développement définit la fragilité comme une situation à haut risque d'effondrement social ou de conflit violent. Les facteurs de fragilité comprennent des dimensions économiques, sociales et environnementales (BAD, 2014).

4. Hypothèse1:Dansl'hypothèsed'unevariationéquilibréedubudget: $\Delta G = \Delta T$ l'augmentation correspondante du revenu sera donnée par $\Delta Y = \frac{1}{1-a}\Delta G - \frac{a}{1-a}\Delta G = \left(\frac{1-a}{1-a}\right)\Delta G = \Delta G$:. Ainsi, nous avons: $\Delta Y = \Delta G = \Delta T$. Hypothèse 2 : En supposant que le montant de la taxe *T* s'exprime sous la forme: $T = tY + k$, où *t* est le taux d'imposition directe et *k* est une quantité constante. On obtient donc: $Y = \frac{1}{1-(1-t)a}[G + I + b + ak]$ and $\Delta Y = \frac{1}{1-(1-t)a}\Delta G$.

5. Dans cette étude, les dépenses publiques sont séparées en dépenses productives et non productives. Sur la base du modèle de croissance endogène, Barro (1990) a montré que seules les dépenses publiques productives ont un effet positif sur le taux de croissance à long terme.

6. Selon la Banque africaine de développement, la violence s'étend au-delà des frontières, laissant les réfugiés et les infrastructures endommagées dans son passage. Elle estime à environ 80 % le coût des conflits liés au manque à gagner en termes de croissance économique dans les pays voisins, avec une perte d'environ 0,6 % par an pour chacun d'entre eux (BAD, 2014).

Références

Afonso, A. and Y. Ibraimo. 2018. "The macroeconomic effects of public debt: An empirical analysis of Mozambique". REM Working Paper No. 029–2018.

Arrow, K.J. and M. Kurtz. 1970. *Public Investment, the Rate of Return and Optimal Fiscal Policy*. Baltimore, MD: Johns Hopkins University.

Banque Africaine de Développement (BAD). 2014. Remédier à la fragilité et renforcer la résilience en Afrique: Stratégie du Groupe de la Banque africaine de développement pour 2014–2019.

Barro, R.J. 1974. "Are government bonds net wealth?" *Journal of Political Economy*, 82(6): 1095–1117.

Barro, R.J. 1990. "Government spending in a simple model of endogenous growth". *Journal of Political Economy*, 98: S103–S125.

Barro, R.J. 1991. "Economic growth in a cross section of countries". *The Quarterly Journal of Economics,* 106(2): 407–43.

Barro, R.J. and X. Sala-i-Martin. 1992. "Public finance in models of economic growth". *Review of Economic Studies*, 59(4): 645–61.

Blejer, M.I. and M. Khan. 1984. "Government policy and private investment in developing countries". *IMF Staff Papers*, 31(2): 379–403.

Bose, N., E. Haque and D. Oshorn. 2003. "Public expenditure and economic growth: A disaggregated analysis for developing countries". *Manchester School*, 75(5): 533–556.

Buchanan, J.M. 1958. *Public Principles of Public Debt: A Defense and Restatement*, Vol. 2. Homewood Illinois: R.D. Irwin.

Bukhari, S.A.H., L. Ali. and M. Saddaqat. 2007. "Public investment and economic growth in the three little dragons: Evidence from heterogeneous dynamic panel data". *International Journal of Business and Information,* 2(1): 57–79.

Cheung, Y-W. and K.S. Lai. 1993. "Finite-sample sizes of Johansen's likelihood ratio tests for cointegration". *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 55(3): 313–28.

Collier, P. 2007. *The Bottom Billion: Why the Poorest Countries are Failing and What Can Be Done About It?* New York: Oxford University Press.

Dessus, S. and R. Herrera. 2000. "Public capital and growth: A panel data assessment". *Economic Development and Cultural Change*, 48(2): 407–18.

Devarajan, S., V. Swaroop and Z. Heng-Fu. 1996. "The composition of public expenditure and economic growth". *Journal of Monetary Economics,* 37: 313–44.

Diamond, J. 1989. "Government expenditure and economic growth: An empirical investigation". IMF Working Paper No. 89/45. International Monetary Fund, Washington, D.C.

Dickey, D.A. and W.A., Fuller. 1979. "Distribution of the estimators for autoregressive time series with a unit root". *Journal of the American statistical association,* 74(366a): 427–431.

Easterly, W. and S. Rebelo. 1993. "Fiscal policy and economic growth: An empirical investigation". *Journal of Monetary Economics,* 32: 417–58.

Feldstein, M. 1982. "Government deficits and aggregate demand". *Journal of Monetary Economics,* 9(1): 1–20.

FMI. 2011. "*Défis macroéconomiques et opérationnels inhérents aux pays en situation fragile*". Document préparé par le Département de la stratégie, de l'élaboration et de la revue des politiques. Available at : www.imf.org›imported-publications›external›french.

Ghosh, S. and A. Gregoriou. 2008. "The composition of public spending and growth: Is current or capital spending better?" *Oxford Economic Paper*, 60: 484–516.

Ghura, D. and M. Hadjimichael. 1996. "Growth in sub-Saharan Africa". *IMF Staff Papers,* 43(3): 605–31.

Greffe, X. 1995. "*Comprendre la politique économique*". Economica, Poche, 2e edition, 112 p.

Gupta, S., B. Clements, E. Baldacci and C. Mulas-Granados. 2005. "Fiscal policy, expenditure composition and growth in low-income countries". J*ournal of International Money and Finance,* 24: 441–63.

Halkos, G. and E. Paizanos. 2015. "Fiscal policy and economic performance: A review of the theoretical and empirical literature". Department of Economics, University of Thessaly.

Herrera, R. 1998. "Dépenses publiques d'éducation et capital humain dans un modèle convexe de croissance endogène". *Revue Economique*, 49(3): 831–44.

Hussin, M.Y.M., F. Muhammad and A. Razak. 2012. "Education expenditure and economic growth: A causal analysis for Malaysia". *Journal of Economics and Sustainable Development,* 3(7): 71–81.

Iheanacho, E. 2016. "The contribution of government expenditure on economic growth of Nigeria disaggregated approach". *International Journal of Economics and Management Sciences,* 5(5): 5–8.

International Monetary Fund (IMF). 2017. *The Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa.* Sub-Saharan Africa Restarting the Growth Engine, World Economic and Financial Surveys. International Monetary Fund, Washington, D.C.

Keho Y. 2008. "Dépenses publiques et croissance des Economique en Côte d'Ivoire: une approche en termes de causalité". *Politique Economique et Développement,* Cellule d'analyse de politique économique de la Côte d'Ivoire.

Knight, M., N. Loayzan and D. Villanueva. 1993. "Testing the neoclassical theory of economic growth". *IMF Staff Papers,* 40: 512–41.

Lupu, D. and M. Asandului. 2017. "The nexus between economic growth and public spending in Eastern European countries". *Inzinerine Ekonomika-Engineering Economics*, 28(2): 155–61.

Marattin, L. and S. Salotti. 2014. "Consumption multipliers of different types of public spending: A structural vector error correction analysis for the UK". *Empirical Economics*, 46(4): 1197–1220.

Nelson, M. and R. Singh. 1994. "The deficit-growth connection: Some recent evidence from developing countries". *Economic Development and Cultural Change*, 43: 167–91.

Ojo, O. and T. Oshikoya. 1995. "Determinants of long-term growth: Some African results". *Journal of African Economies,* 4(2): 163–91.

Ogungbenle, S., O.R. Olawumi and F.O.T. Obasuyi. 2013. “Life expectancy, public health spending and economic growth in Nigeria: A Vector Autoregressive (VAR) model”. *European Scientific Journal,* 9(19): 210–35.

Ouattara, W. 2007. “Productivités et externalités des dépenses publiques en zone UEMOA”. *Revue africaine de développement,* 19(3): 481–500.

Patricia, C. and C. Izuchukwu. 2013. “Impact of government expenditure on economic growth in Nigeria”. *International Journal of Business and Management Review,* 1(4): 88–96.

Pesaran, M.H., Y. Shin and R.J. Smith. 2001. “Bounds testing approaches to the analysis of level relationships.” *Journal of Applied Econometrics,* 16(3): 289–326.

Saha Nembouet, H. 2014. “Impact des dépenses publiques sur la performance économique au Cameroun”. Thèse de Master en Sciences Economiques, Université de Dschang.

Siew-Peng, L. and Ng Yan-Ling. 2015. “Public debt and economic growth in Malaysia”. *Asian Economic and Financial Review,* 5(1): 119–26.

Solow, R.M. 1956. “A contribution to the theory of economic growth”. *Quarterly Journal of Economics,* 70(1): 65–94.

Solow, R. 1957. “Technical change and aggregate production function”. *Review of Economics and Statistics*, 39: 748–62.

Suleiman, A.B. and A.Q. Aamer. 2006. “Government expenditures, military spending and economic growth: Causality evidence from Egypt, Israel, and Syria”. MPRA Working Paper No. 1115. Accessed 13 December 2006. At http://mpra.ub.uni- muenchen.de/1115/

Syed, A., M. A. Qazi & N. Lubna. 2017. “Public spending on human capital formation and economic growth in Pakistan”. *Asia-Pacific Development Journal,* 23(1):1–20.

Tamang, P. 2011. “The impact of education expenditure on India’s economic growth”. *Journal of International Academic Research,* 11(3): 14–20.

Ténou, K. 1999. “Les déterminants de la croissance à long terme dans les pays de l’UEMOA”. *Notes d’Information et Statistiques,* Etudes et Recherches, N°493, BCEAO.

Véganzonès, M.A. 2001. “Infrastructures, investissement et croissance: un bilan de dix années de recherches”. *Revue d’Economie du Développement,* 4: 31–46.

World Bank (2017). World Development Indicators (WDI). Washington DC: World Bank

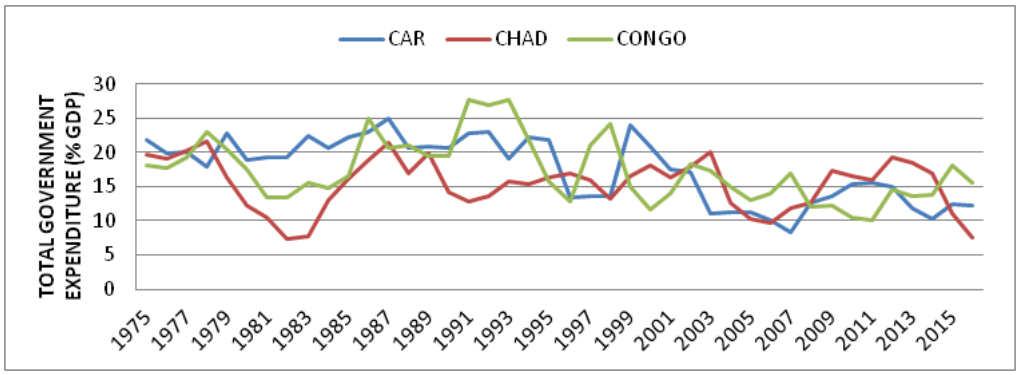
Yovo, K. 2017a. Public expenditure and economic growth in Togo. AERC Research Paper 331, 21 p.

Yovo, K. 2017b. “Public expenditures, private investment and economic growth in Togo”. *Theoretical Economics Letters*, 7: 193–209.

Annexes

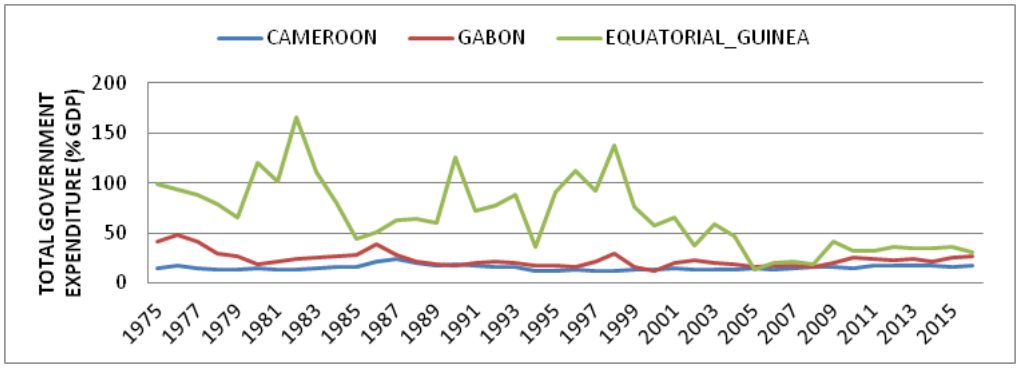
Annexe 1 : Evolution des dépenses publiques totales dans les pays fragiles et non fragiles

Graphique pour les pays fragiles



Source : Élaboré par les auteurs.

Graphique pour les pays non fragiles



Source : Élaboré par les auteurs.

Annexe 2 : Procédure pour la détermination des seuils

Les seuils sont déterminés pour les trois variables liées aux dépenses publiques. C'est-à-dire les dépenses publiques totales *DG*, dépenses publiques d'investissement *DI*, et les dépenses publiques de consommation *DF*. Les différents seuils seront déterminés en fonction du signe du coefficient lié à la variable des dépenses et du coefficient de la variable carrée de ces dépenses. Il ne sera possible de déterminer un seuil que lorsque les deux coefficients sont de signes opposés. Par exemple, en prenant la variable de la dépense totale *DG*, la procédure utilisée pour déterminer les seuils est la suivante :

- Si pour la variable DG, $\beta_1 > 0 \quad and \quad \beta_2 > 0$, alors, les dépenses publiques totales ont un effet positif sur la croissance économique. Dans ce cas, il n'est pas possible de déterminer un seuil.

- If $\beta_1 > 0 \quad and \quad \beta_2 < 0$, alors, les dépenses publiques ont un effet positif sur la croissance économique. Par contre, la variable carrée des dépenses publiques a un effet négatif sur la croissance économique. Dans ce cas, il est important de déterminer le point au-delà duquel une augmentation des dépenses publiques réduit le taux de croissance économique, c'est-à-dire les conséquences négatives d'un État trop vaste (Lupu & Asandului, 2017).

  Le seuil au-delà duquel cet effet devient négatif est :

- $\frac{\partial(TCPIB_t)}{\partial(DG_t)} \geq 0 \quad \Rightarrow \quad \beta_1 + 2\beta_2 DG_t \geq 0$. Nous en avons donc e $DG_t \geq -\frac{\beta_1}{2\beta_2}$. Du fait que $\beta_2 < 0$, le signe du ratio $-\frac{\beta_1}{2\beta_2}$ doit changer et devenir e ≤ 0. Le seuil au-delà duquel les dépenses publiques ont un effet négatif sur la croissance économique est le suivants.

- If $\beta_1 < 0 \quad and \quad \beta_2 > 0$, nous pouvons calculer le seuil à partir duquel les dépenses publiques peuvent avoir un effet positif sur la croissance économique. Le seuil à partir duquel les dépenses publiques peuvent avoir un effet sur la croissance économique est donné par :

- $\frac{\partial(TCPIB_t)}{\partial(DG_t)} \geq 0 \quad \Rightarrow \quad \beta_1 + 2\beta_2 DG_t \geq 0$; nous aurons de cette relation: $DG_t \geq -\frac{\beta_1}{2\beta_2}$

- If $\beta_1 < 0 \quad and \quad \beta_2 < 0$, alors, les dépenses publiques influencent négativement la croissance économique lorsque leur volume augmente. Ici aussi, nous ne pouvons pas déterminer le seuil puisque les deux coefficients ont le même signe.

La même procédure est utilisée pour les dépenses d'investissement public *DI* variable et dépenses publiques de consommation *DF* variable en ce qui concerne la détermination du seuil.

Annexe 3 : Statistiques descriptives

Le cas du Cameroun

	TCPIB	DG	DI	DF	TRADE	TSP	ICRG
Moyenne	3.896250	15.37455	4.256412	11.11814	48.72762	95.32911	0.434524
Médiane	4.364585	14.53947	4.149354	11.15811	49.85596	97.49366	0.451389
Maximum	22.00300	23.56001	11.40519	14.39682	65.02459	117.1339	0.583333
Minimum	-7.932067	12.15106	1.054832	8.837744	26.45271	73.38244	0.305556
Écart type.	5.901809	2.464818	2.326059	1.232703	8.832733	9.997007	0.088836
Skewness	0.400021	1.276519	1.150487	0.110114	-0.317765	-0.121983	0.089413
Kurtosis	4.462670	4.867776	4.599287	2.957530	2.774347	2.773778	1.792672
Jarque-Bera	4.864071	17.51154	13.74135	0.088032	0.795929	0.193717	2.606833
Probabilité	0.087858	0.000158	0.001038	0.956939	0.671686	0.907684	0.271602
Total	163.6425	645.7311	178.7693	466.9618	2046.560	4003.823	18.25000
Sum Sq. Dev.	1428.085	249.0884	221.8326	62.30184	3198.704	4097.546	0.323563
Observations	42	42	42	42	42	42	42

Le cas de la RCA (République centrafricaine)

	TCPIB	DG	DI	DF	TRADE	TSP	IRP
Moyenne	0.832650	17.50513	4.716508	12.78862	46.26035	74.28386	5.595238
Mediane	2.550383	18.93577	4.817171	14.04524	46.02711	71.26518	6.000000
Maximum	9.481727	24.96441	7.767470	17.46319	66.30233	93.45573	7.000000
Minimum	-36.69995	8.394737	0.545993	6.364768	33.20967	56.94790	3.000000
Ecart type	7.167200	4.662483	2.129990	3.657660	9.198370	10.19281	1.498935
Skewness	-3.529779	-0.274169	-0.316525	-0.464408	0.290212	0.808695	-0.691624
Kurtosis	19.04193	1.722608	2.017519	1.695015	2.022725	2.603776	2.130971
Jarque-Bera	537.5666	3.381708	2.390535	4.489945	2.260929	4.852652	4.670028
Probabilite	0.000000	0.184362	0.302623	0.105930	0.322883	0.088361	0.096809
Total	34.97130	735.2154	198.0933	537.1220	1942.935	3119.922	235.0000
Sum Sq. Dev.	2106.119	891.2885	186.0112	548.5174	3469.010	4259.627	92.11905
Observations	42	42	42	42	42	42	42

Lecas du Congo

	TCPIB	DG	DI	DF	TRADE	TSP	ICRG
Moyenne	3.930393	30.10699	12.75591	17.35108	119.0542	116.9072	0.346010
Mediane	3.607092	28.25194	9.883910	16.71076	126.1112	116.5834	0.361111
Maximum	23.59770	58.00774	44.51483	27.74034	165.6459	136.6200	0.416667
Minimum	-8.953428	18.52118	0.759918	9.986844	57.14071	59.38988	0.277778
Ecart type	6.075558	8.874649	9.701413	4.602355	26.07543	14.44504	0.039734
Skewness	0.878752	1.011500	1.165451	0.645959	-0.619727	-1.601872	-0.202939
Kurtosis	5.093940	3.773673	4.277506	2.717634	2.579127	7.260915	2.222444
Jarque-Bera	13.07846	8.209417	12.36396	3.060371	2.998412	49.73391	1.346327
Probabilite	0.001446	0.016495	0.002066	0.216495	0.223307	0.000000	0.510092
Total	165.0765	1264.493	535.7481	728.7454	5000.276	4910.102	14.53241
Sum Sq. Dev.	1513.409	3229.135	3858.814	868.4484	27877.05	8555.031	0.064732
Observations	42	42	42	42	42	42	42

Le cas du Chad

	TCPIB	DG	DI	DF	TRADE	TSP	SD	IRP
Moyenne	4.625977	15.37081	4.420997	8.949812	58.99857	58.42580	1.031043	6.523810
Mediane	3.744598	16.25310	5.825504	7.649244	50.74811	52.40126	0.856990	7.000000
Maximum	33.62937	21.68665	12.48529	17.85866	126.3508	101.4041	4.422683	7.000000
Minimum	-21.44109	7.398030	1.665753	4.157404	20.05680	32.32816	0.136327	6.000000
Ecart type.	9.389099	3.784584	3.065558	3.866387	21.77404	21.92450	0.732627	0.505487
Skewness	0.160187	-0.437868	0.296133	1.057303	0.930604	0.526371	2.509799	-0.095346
Kurtosis	4.991323	2.410947	1.904223	3.013295	3.575384	2.044022	11.97091	1.009091
Jarque-Bera	7.119014	1.949317	2.715134	7.825534	6.641539	3.538782	184.9288	7.000145
Probabilite	0.028453	0.377321	0.257286	0.019985	0.036125	0.170437	0.000000	0.030195
Total	194.2910	645.5740	269.6819	375.8921	2477.940	2453.884	43.30383	274.0000
Sum Sq. Dev.	3614.362	587.2462	385.3034	612.9068	19438.46	19708.03	22.00644	10.47619
Observations	42	42	42	42	42	42	42	42

Le cas de la Guinée équatoriale

	TCPIB	DG	DI	DF	TRADE	TSP	IRP
Moyenne	14.20940	66.91139	46.45756	20.45384	229.8176	142.3044	6.928571
Mediane	5.709779	63.13118	43.55448	16.62205	209.9904	112.0801	7.000000
Maximum	149.9730	165.7350	120.1055	84.50807	531.7374	650.9118	7.000000
Minimum	-9.028392	13.02591	3.763104	2.736065	93.79353	79.12032	6.000000
Ecart type	26.87378	35.47871	29.43812	16.76368	118.3740	96.62341	0.260661
Skewness	3.448225	0.646575	0.778595	2.197311	0.785756	3.913790	-3.328201
Kurtosis	17.00907	2.937238	3.019480	8.124805	2.799180	20.16115	12.07692
Jarque-Bera	426.6764	2.933311	4.244138	79.75860	4.392458	622.6083	221.7219
Probabilite	0.000000	0.230696	0.119784	0.000000	0.111222	0.000000	0.000000
Total	596.7946	2810.279	1951.217	859.0612	9652.340	5976.786	291.0000
Sum Sq. Dev.	29610.21	51608.30	35530.72	11521.86	574508.4	382779.5	2.785714
Observations	42	42	42	42	42	42	42

Le cas du Gabon

	TCPIB	DG	DI	DF	TRADE	TSP	ICRG
Moyen	2.460903	23.51168	8.711394	14.80029	90.72066	143.1316	0.403687
Mediane	3.551441	21.70998	6.025651	14.24664	90.19701	142.0848	0.388889
Maximum	35.62534	47.97664	37.40787	25.78264	119.8534	148.5888	0.527778
Minimum	-24.04921	12.47206	1.926276	9.560085	68.15384	135.9690	0.305556
Ecart type	9.010034	7.465521	7.119506	3.323186	10.47471	2.995932	0.056221
Skewness	0.374982	1.535344	2.360715	1.456723	0.251638	-0.034631	0.251630
Kurtosis	7.651213	5.316443	9.008351	5.623524	3.115462	2.747855	2.183465
Jarque-Bera	38.84340	25.89130	102.1863	26.89932	0.466581	0.119655	1.609998
Probabilite	0.000000	0.000002	0.000000	0.000001	0.791923	0.941927	0.447088
Total	103.3579	987.4905	365.8786	621.6120	3810.268	6011.526	16.95486
Sum Sq. Dev.	3328.409	2285.094	2078.182	452.7862	4498.500	368.0000	0.129591
Observations	42	42	42	42	42	42	42

Annexe 4 : Test de stationnarité (test de racine unitaire)

L'objectif du test de racine unitaire est de déterminer l'ordre d'intégration. Il est utile d'examiner la stationnarité des variables afin d'obtenir des régresseurs adéquats. La présente étude utilise le test de stationnarité de Dickey-Fuller augmenté (1979) pour chacun des six pays de la sous-région CEMAC.

Test ADF de stationnarité - Cas de la République centrafricaine (RCA)

VARIABLES	TEST DE STATIONNARITÉ (TEST DE DIKEY FULLER AUGMENTÉ)					
	NIVEAU			PREMIERE DIFFERENCE		Ordre d'intégration
	VALEUR ADF	p-value	STATIONNARITÉ	VALEUR ADF	p-value	
TCPIB	-6.929946	0.0000	Oui	-	-	I(0)
DG	-2.174329	0.2183	Non	-7.540364	0.0000	I(1)
DI	-3.908935	0.0044	Oui	-	-	I(0)
DF	-1.364171	0.5903	Non	-6.900574	0.0000	I(1)
TRADE	-2.161307	0.2230	Non	-7.760308	0.0000	I(1)
INF	-5.158286	0.0001	Oui	-	-	I(0)
TSP	-0.940054	0.7652	Non	-5.780505	0.0001	I(1)
SD	-3.565344	0.0110	Oui	-	-	I(0)
IRP	-1.668078	0.4395	Non	-6.426846	0.0000	I(1)

Source : Auteurs, sur la base de l'EVIEWS 9.

Test ADF de stationnarité - Cas du Tchad

VARIABLES	TEST DE STATIONNARITÉ (TEST DE DIKEY FULLER AUGMENTÉ)					
	NIVEAU			PREMIÈRE DIFFÉRENCE		Ordre d'intégration
	VALEUR ADF	p-value	STATIONARITÉ	VALEUR ADF	p-value	
TCPIB	-5.081025	0.0001	Oui	-	-	I(0)
DG	-3.297551	0.0216	Oui	-	-	I(0)
DI	-1.990110	0.2899	Non	-5.430697	0.0001	I(1)
DF	-2.336696	0.1658	Non	-5.578882	0.0000	I(1)
TRADE	-1.485501	0.5306	Non	-9.584624	0.0000	I(1)
INF	-5.535001	0.0000	Oui		-	I(0)
TSP	0.693858	0.9906	Non	-4.095571	0.0028	I(1)
SD	-4.954592	0.0002	Oui	-	-	I(0)
IRP	-2.586576	0.1039	Non	-7.348469	0.0000	I(1)

Source : Les auteurs, sur la base de l'EVIEWS 9.

Test ADF de stationnarité - Cas du Congo

VARIABLES	TEST DE STATIONNARITÉ (TEST DE DIKEY FULLER AUGMENTÉ)					
	NIVEAU			PREMIÈRE DIFFÉRENCE		Ordre d'intégration
	VALEUR ADF	p-value	STATIONARITÉ			
TCPIB	-1.948142	0.3078	Non	-7.869109	0.0000	I(1)
DG	-2.811240	0.0655	Oui		0.0000	I(1)
DI	-2.330428	0.1676	Non	-5.341032	0.0000	I(1)
DF	-2.816607	0.0647	Oui			I(0)
TRADE	-1.986210	0.2915	Non	-6.100818	0.0000	I(1)
INF	-6.092344	0.0001	Oui	-	-	I(0)
TSP	-1.948142	0.3078	Non	-6.049713	0.0000	I(1)
SD	-1.680045	0.4334	Non	-10.07068	0.0000	I(1)
IRP	-2.574880	0.1063	Non	-6.513466	0.0000	I(1)
ICRG	-0.053771	0.9474	Non	-7.664281	0.0000	I(1)

Source : Les auteurs, sur la base de l'EVIEWS 9.

Test ADF de stationnarité - Cas du Cameroun

VARIABLES	TEST DE STATIONNARITÉ (TEST DE DIKEY FULLER AUGMENTÉ)					
	NIVEAU			PREMIÈRE DIFFÉRENCE		Ordre d'intégration
	VALEUR ADF	p-value	STATIONARITÉ			
TCPIB	- 4.491258	0.0008	Oui	-	-	I(0)
DG	-2.072490	0.2564	Non	-5.930532	0.0000	I(1)
DI	-2.259059	0.1898	Non	-4.861905	0.0003	I(1)
DF	-2.297656	0.1775	Non	-7.530143	0.0000	I(1)
TRADE	-2.490704	0.1250	Non	-6.798466	0.0000	I(0)
INF	-4.953310	0.0002	Oui	-	-	I(0)
TSP	-0.07665	0.9452	Non	-5.010991	0.0008	I(1)
SD	-1.964022	0.3010	No	-7.564029	0.0000	I(1)
IRP	-2.848991	0.0604	Oui	-	-	I(0)
ICRG	-1.688289	0.4293	No	-4.287719	0.0016	I(1)
TSS	-1.074886	0.7045	No	-3.657965	0.0215	I(1)

Source : Auteurs, sur la base de l'EVIEWS 9

Test ADF de stationnarité - Cas de la Guinée équatoriale

VARIABLES	TEST DE STATIONNARITÉ (TEST DE DIKEY FULLER AUGMENTÉ)					
	NIVEAU			PREMIÈRE DIFFÉRENCE		Ordre d'intégration
	VALEUR ADF	p-value	STATIONARITÉ	VALEUR ADF	p-value	
TCPIB	-3.929693	0.0042	Oui	-	-	I(0)
DG	-2.910930	0.0527	Oui	-	-	I(0)
DI	-3.376625	0.0177	Oui	-	-	I(0)
DF	-2.776452	0.0705	Oui	-	-	I(0)
TRADE	-2.003040	0.2845	Non	-6.397481	0.0000	I(1)
INF	-5.189650	0.0001	Oui	-	-	I(0)
TSP	-3.926915	0.0042	Oui	-	-	I(0)
IRP	-5.634387	0.0000	Oui	-	-	I(0)

Source : Les auteurs, sur la base de l'EVIEWS 9.

Test ADF de stationnarité - Cas du Gabon

VARIABLES	TEST DE STATIONNARITÉ (TEST DE DIKEY FULLER AUGMENTÉ)					
	NIVEAU			PREMIÈRE DIFFÉRENCE		Ordre d'intégration
	VALEUR ADF	p-value	STATIONARITÉ	VALEUR ADF	p-value	
TCPIB	-5.665414	0.0000	Oui	-	-	I(0)
DG	-3.126663	0.0323	Oui	-	-	I(0)
DI	-3.413131	0.0161	Oui	-	-	I(0)
DF	-2.903914	0.0536	Oui	-	-	I(0)
TRADE	-2.577725	0.1057	No	-9.127536	0.0000	I(1)
INF	-6.090624	0.0000	Oui	-	-	I(0)
TSP	-3.86278	0.0050	Oui	-	-	I(0)
SD	-4.060724	0.0029	Oui	-	-	I(0)
IRP	-2.001879	0.2849	Non	-6.164414	0.0000	I(1)
ICRG	-1.862674	0.3461	Non	-6.546298	0.0000	I(1)

Source : Les auteurs, sur la base de l'EVIEWS 9.

Le test de stationnarité via le test de Dickey Fuller augmenté montre que certaines variables sont intégrées en niveau (I(0)), tandis que d'autres sont intégrées en première différence (I(1)). Par conséquent, les conditions pour l'utilisation du modèle ARDL sont satisfaites. C'est-à-dire que dans cette situation, le test des limites ARDL peut être effectué afin de voir si les relations à court terme et à long terme existent.

Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :

www.facebook.com/aercafrica

www.instagram.com/aercafrica_official/

twitter.com/aercafrica

www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :
Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium
Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
Middle East Bank Towers,
3rd Floor, Jakaya Kikwete Road
Nairobi 00200, Kenya
Tel: +254 (0) 20 273 4150
communications@aercafrica.org